

Quelle école voulons-nous ?

par

Jean-Michel Muglioni,

Mezetulle, 10 février 2023

Jean-Michel Muglioni revient une nouvelle fois sur cette affirmation : enseigner est devenu impossible – il faudrait dire est interdit – parce que des considérations psychologiques, sociologiques et économiques priment sur le contenu du savoir. Pour décider de ce que c'est qu'enseigner, on consulte donc des cabinets de conseil et jamais les maîtres ou les professeurs dont on sait qu'ils savent enseigner et connaissent réellement ce qu'ils ont à enseigner.

Sommaire

La violence à l'école

Notre richesse nous endort

La démoralisation universelle

L'oubli du sens du travail

La croyance au déterminisme social est autoréalisatrice

Informé n'est pas instruit

L'école libre

Apprendre, instruire n'est plus la finalité de l'école : il faut former des hommes pour qu'ils acquièrent les « compétences » requises par le marché du travail. Je ne demande pas qu'on me croie : les plus raisonnables de ses amis voient l'état de déliquescence de l'école, du primaire à l'université, mais ils ne croient ni mon diagnostic, jugé trop pessimiste, ni mon étiologie. Je demande seulement qu'on examine et qu'on s'interroge, sans attendre que je propose des remèdes à la catastrophe. Je ne cherche pas des électeurs.

La violence à l'école

Beaucoup de familles mettent leurs enfants dans une école privée : est-ce parce qu'elles fuient la réalité sociale de leur pays, comme l'a dit - il y a plus de vingt ans - une principale de collège à une de mes connaissances qui voulait que son enfant retrouve le sommeil qu'il avait perdu en fréquentant un établissement où régnait la violence ? Cette principale récitait la leçon qu'elle avait apprise en « formation » et qu'elle avait bien comprise. Elle considérait donc non pas que l'école reflète la violence de la société, mais qu'elle doit la refléter. Qu'instruire dans un milieu protégé du monde extérieur puisse pacifier, qui en a aujourd'hui la conviction ? Lorsqu'on semble s'alarmer de la situation, c'est que la France est mal placée dans les classements internationaux qui jugent les écoles en fonction de leur contribution à la

bonne marche de l'économie. Les remèdes alors proposés sont la cause du mal : on réforme l'école selon les injonctions de cabinets de conseil¹, et non pas selon les conseils d'hommes qui maîtrisent leur savoir et savent l'enseigner. Et - ironiquement ? - on prétend que ces « conseillers » suivent des méthodes scientifiques ! ***Qu'est-ce donc que faire évoluer le métier d'enseignant, sinon, depuis longtemps, tout faire pour qu'il disparaisse ?*** À quoi bon des agrégés, c'est-à-dire des professeurs maîtrisant une discipline, pour s'occuper d'élèves qu'on ne veut pas instruire ? Une cause générale suffit à l'expliquer : l'obsession de l'économie a détruit petit à petit, au moins depuis les débuts de la Ve République, jusqu'à l'idée d'instruction publique et même d'instruction tout court. Dès lors, pourquoi les meilleurs étudiants, ceux qui maîtrisent un savoir, se précipiteraient-ils pour entrer dans des écoles où prétendre savoir est une faute et un manque de respect envers les élèves, leurs parents et l'administration ? On ne veut plus de professeurs. On dira que j'exagère, je le sais. La vérité est dure à entendre.

Notre richesse nous endort

Le pire est sans doute que cette obsession et la subordination de toute décision politique à des impératifs économiques ont contribué au développement sans pareil de nos contrées. Notre richesse n'a jamais été si grande. Les moins favorisés n'ont jamais eu autant de temps libre, alors

qu'autrefois le travail dévorait toute leur vie. Cette richesse, qui aux yeux de nos ancêtres passerait pour un luxe, je sais qu'elle est mal répartie - mais n'est-ce pas le propre de la richesse d'être mal répartie, *car si tout le monde était riche, il n'y aurait que des pauvres*. Et je prends ici le risque de dire, sans m'en justifier, que la notion de redistribution a un sens, mais non celle de partage des richesses : obligeons les riches à contribuer au bien commun, mais ne les empêchons pas d'être riches ! Notre abondance énerve, au premier sens du terme, elle endort, et elle endort même là où elle n'est pas arrivée : la colonisation, la mondialisation et toujours l'immigration, auxquelles nous devons une grande part de cette abondance, ont réussi à donner aux peuples envahis et exploités qui n'en ont pas bénéficié les mêmes désirs qui font considérer la croissance comme le bien suprême. *L'homme du Moyen Âge croyait au ciel et édifiait des cathédrales. Nous construisons partout les mêmes supermarchés et les mêmes aéroports*. Faut-il regretter la tyrannie de l'Église sur les consciences ? Le poids de l'idéologie « économiste » l'a remplacé. Les États dont toute la politique a pour finalité l'accroissement de leur puissance économique sont pris dans une concurrence européenne et internationale : notre économie - dont, je le répète, je ne nie pas qu'elle nous ait enrichis ou, par exemple, qu'elle soutient une médecine dont je profite - est une économie de guerre : l'actuelle supériorité militaire des États-Unis d'Amérique tient à la puissance de leur économie.

Pourquoi s'intéresserait-on au savoir et aux humanités ? Offrir à qui le veut un véritable enseignement du latin et du grec n'est pas rentable. « À quoi ça sert ? » Même, à quoi bon offrir un enseignement des mathématiques à ceux qui n'en feront pas un usage professionnel ? La recherche recherche-t-elle la vérité ou la puissance ? Elle est au service de l'économie - d'autant qu'il lui faut bien de l'argent pour avancer.

La démoralisation universelle

Du primat de l'économie résulte la servilité. La République, qui n'est rien que par le courage du citoyen, n'a pas sa place dans un monde réduit au marché qui nourrit le nihilisme européen. Quel remède ? Supprimer le marché n'a pas de sens, puisqu'il n'y a pas d'humanité sans marché, et lui donner sa juste place paraît aujourd'hui impossible : la moindre décision engage la planète entière et aucun pays ne peut plus dans ces conditions avoir sa propre politique sans risquer la faillite. Tant que les critiques du libéralisme n'auront pas montré quelle organisation du monde - et non pas seulement de leur canton - ils proposent, le pire du libéralisme économique s'imposera partout. *En ce sens Trotski avait raison de penser que la révolution est universelle ou qu'elle n'est pas.* Et jusqu'à présent la nécessité de tenir compte du désastre écologique ne suffit pas à éveiller les hommes. Au contraire, les voilà fétichistes. La déesse nature ne vaut pas mieux que les déesses industrie et économie.

L'oubli du sens du travail

Dans un tel monde, enseigner est conçu comme un acte de communication qui doit préparer chaque enfant et chaque étudiant au marché tel qu'il est. On ne prépare plus les hommes à la guerre (du moins chez nous, ce qu'on peut considérer comme un bien), mais à l'entreprise - sans laquelle, certes, il n'y a ni production, ni rien qui assure la subsistance et le bien-être. On ne s'étonnera pas que, ne se voyant proposer d'autre avenir que la production, les hommes préfèrent refuser le travail et qu'ils attendent la retraite avec impatience. On ne s'étonnera pas qu'ils s'imaginent eux-mêmes esclaves. Ils ont oublié que, l'esclavage ayant été aboli, chacun doit prendre sa part de travail et donc de peine. *Ils ont oublié, trop de discours leur ont fait oublier, que travailler est d'abord coopérer au bien commun et non, comme on dit, « se réaliser » ou chercher à s'enrichir.* L'expression rebattue de « valeur travail » révèle que la vraie signification du travail est méconnue. Et comme l'école n'instruit pas et ne propose rien qui convienne à des hommes, elle ne les prépare pas au temps libre que laisse aujourd'hui chez nous l'organisation du travail, elle les livre aux industries des loisirs. Et aux psychologues. Deux immenses marchés. Plus il y a de temps libre et plus le temps de la retraite s'allonge, plus le mal-être affectera des hommes. Nouveau paradoxe : *le problème de notre temps, plus encore que celui des conditions de travail, est celui de l'usage du temps libre.*

La croyance au déterminisme social est autoréalisatrice

Ce qui compte pour l'homme, ce qui est humainement essentiel, bref, ce qui a une valeur, ne dépend pas du marché. L'école ne s'y intéresse plus. Elle n'a donc rien à enseigner. De là son échec, aujourd'hui reconnu, mais faussement attribué à des causes sociales : *les enfants d'un milieu pauvre échoueraient parce qu'ils sont pauvres*, déterminisme social oblige. Puis-je proposer une autre hypothèse, paradoxale encore, mais moins méprisante ? La croyance au déterminisme social est autoréalisatrice. Revenons à l'élémentaire : si un élève ne sait rien, son milieu n'en est pas la cause, peut-être l'école a-t-elle tout simplement oublié de l'instruire et de s'en donner les moyens. Non pas de l'argent, mais une organisation qui permette à chacun d'être réellement pris en main sans avoir besoin comme aujourd'hui de trouver chez lui des répétiteurs. Pourquoi ce qui devrait aller de soi n'est-il pas admis, sinon parfois en paroles ? Je me souviens qu'il fallait naguère interdire les « devoirs à la maison » pour ne pas favoriser ceux qui pouvaient être aidés chez eux : on ne voyait pas qu'alors, d'autant qu'on ne faisait déjà pas grand-chose en classe, les parents qui le pouvaient donnaient un autre enseignement à leurs enfants ou payaient un répétiteur. On ne voyait pas, on ne voit pas que moins on est exigeant dans les écoles, plus l'écart s'accroît entre ceux qui sont suivis chez eux et les autres. **L'école est le lieu de la reproduction sociale quand elle n'est pas l'école, c'est-à-**

dire quand elle n'instruit pas. Mais une vulgate sociologique a fait croire que par sa nature même l'école reproduisait les inégalités et qu'il fallait donc qu'elle cesse d'être elle-même. Et - je l'ai encore récemment entendu dire à la radio - la culture dite classique serait « élitiste » et « bourgeoise ». Donc pourquoi l'enseigner ? Où l'on voit que l'idéologie, ce terme étant pris au sens que lui donne Marx, invente toutes les ruses pour justifier, par un argument en apparence favorable aux plus démunis, une politique qui les abandonne à eux-mêmes.

Informé n'est pas instruire

Le préjugé sociologiste qui veut qu'on reproduise nécessairement son milieu et que la culture soit une affaire de classe n'explique pas tout. *Le refus d'enseigner, d'instruire, vient de ce qu'on ne sait plus ce que c'est que savoir : on se contente d'informations, sans donner à l'enfant, ou même à l'étudiant, l'occasion de comprendre ce qui distingue savoir et croire, savoir et simplement être informé de ce que d'autres ont prouvé et savent. S'il s'agit seulement de « formation » et de « compétence », à quoi bon comprendre des « formules » qu'il suffit d'appliquer ? On n'enseigne plus le calcul mais les mathématiques à l'école primaire : cette ambition n'empêche pas ou même elle fait qu'à la fin de ses études un élève ne sait pas ce que c'est qu'une démonstration. Les philosophes commençaient autrefois leur exposé par la distinction de la connaissance*

par oui-dire et de la connaissance rationnelle. Ce n'est plus la mode. *Ne sachant plus ce que c'est que savoir, comment saurait-on ce qui doit être appris et su pour être un homme libre, et comment saurait-on l'enseigner ?* Donc trop d'enfants ne savent pas lire. Trop n'ont pas la moindre idée de ce qui distingue une opinion et une vérité scientifique. La mise à la disposition des hommes de résultats scientifiques sans ce qui leur donne sens a fait oublier l'idée même de science et beaucoup refusent donc non sans raison toute confiance en une science qu'ils ont apprise comme une opinion officielle à laquelle il fallait adhérer. Le succès de nos techniques a « ringardisé » la culture. Nos machines remplacent celles d'hier : pourquoi l'école et les études en général auraient-elles la finalité qui les définit depuis l'Antiquité ?

L'école libre

Cependant, des hommes incultes dont on s'est évertué à étouffer l'esprit sont encore des hommes : ils attendent confusément autre chose que ce qu'on leur présente comme le seul but possible de la vie. Aussi se précipitent-ils d'abord vers de faux biens et sont-ils prêts à croire le premier charlatan venu. *De là le succès des réseaux sociaux, des complotistes et des fanatismes religieux.* Il faudrait une révolution intellectuelle pour sortir d'une telle situation. Il faudrait une école qui contrebalance l'influence des médias et de la publicité. Une école qui ait le courage de s'opposer

aux parents d'élèves et aux pouvoirs de toute sorte, une école libre, c'est-à-dire capable de se donner à elle-même sa loi au lieu de la recevoir du monde extérieur. Une école que la puissance publique protège de toutes les pressions sociales, sociétales, économiques, religieuses. ***Une école fondée sur cette conviction qu'apprendre a un sens par soi-même et non pas seulement en vue d'autre chose.*** Le politique qui proposerait cette révolution serait immédiatement renvoyé par ses électeurs.

« Il n'y a de science que par une école permanente » - les défenseurs de l'école citent souvent ces mots par lesquels Bachelard conclut son ouvrage *La Formation de l'esprit scientifique* - avec une telle école, « ...les intérêts sociaux seront définitivement inversés : la Société sera faite pour l'École et non l'École pour la Société ». De même tout homme doit pouvoir tout au long de sa vie continuer à s'instruire. Il faut pour cela qu'il ait commencé à s'instruire à l'école, et l'école ne sera pas l'école tant qu'elle se laissera soumettre aux impératifs socio-économiques.

P.S. J'oubliais : par-dessus le marché, si j'ose dire, l'école nouvelle, n'instruisant pas, est incapable d'atteindre le but qu'elle se propose, préparer au travail dans l'entreprise.

1 - Voir « [McKinsey et « les évolutions du métier d'enseignant](#) ».

URL : <https://www.mezetulle.fr/quelle-ecole-voulons-nous/>



A propos de Jean-Michel Muglioni

Ancien professeur de philosophie en classes préparatoires.

One thought on "Quelle école voulons-nous ?"



Braize [11 février 2023 à 14:54](#)

Quel bonheur de vous lire et de suivre pas à pas votre démonstration du néant qui nous anéantit en tant qu'humanité porteuse d'une ambition universelle, celle du savoir partagé le plus largement possible, ambition tout autant étrangère à l'économisme actuel qu'aux chimères religieuses ou totalitaires qui l'ont précédé...

Bravo et merci !

J'en connais, de cette gauche bobo instigatrice de cette infamie post soixante huitarde, attardée dans les bras de Mac Kinsey, et de cette droite cynique qui entend bien que ses rejetons profitent un max de l'aubaine, qui vont vous vouer aux gémonies pour ainsi mettre à jour leurs ressorts intimes et même secrets. Vous n'aurez que des ennemis sauf ici peut-être chez Mezetulle !

Je reprendrai donc votre texte sur mon blog sauf opposition de votre part...